

Rapport de la Banque mondiale

## La mauvaise gestion hydrique coûte 21 milliards de dollars par an à la région MENA

La région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord est l'une des régions les plus vulnérables au stress hydrique. Le manque d'investissement et d'innovation dans la gestion de l'eau coûte à cette région, annuellement, la bagatelle de 21 milliards de dollars. Le Maroc fait figure de bon élève grâce notamment à une stratégie visionnaire entamée il y a des décennies.

Vingt-et-un milliards de dollars. Ce sont les pertes économiques annuelles engendrées par les carences de l'approvisionnement en eau et des services d'assainissement dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), selon un rapport de la Banque mondiale. Intitulé «Au-delà des pénuries : la sécurité de l'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord», le rapport s'appuie sur des exemples régionaux et mondiaux pour montrer que des ressources en eau limitées ne doivent pas nécessairement compromettre l'avenir de la région. «Il est possible de transformer la pénurie en sécurité en combinant diverses mesures dans les domaines de la technologie, de l'action publique et de la gestion des ressources», souligne la Banque mondiale. Le rapport a été présenté le 29 août lors d'une séance spéciale consacrée à la région MENA en marge de la conférence de la Semaine mondiale de l'eau organisée à Stockholm (Suède). Une séance qui a connu la participation de Charafat Afailal, secrétaire d'État chargée de l'Eau. Elle a partagé, dans une analyse intitulée «Sécurité de l'eau au Maroc» et publiée sur le blog de la Banque mondiale à l'occasion de la publication du nouveau rapport, ses réflexions sur les défis de la gestion de l'eau au Maroc. «Pour accompagner le développement du pays et rationaliser la gestion de l'eau, le Maroc s'est engagé depuis des décennies dans la voie de la maîtrise de ses ressources en eau à travers la réalisation d'importantes infrastructures hydrauliques comme les barrages et les systèmes d'irrigation sobres en eau, pour assurer ses besoins



Le Maroc compte 140 grands barrages avec une capacité de plus de 17,6 milliards de m<sup>3</sup> et plusieurs milliers de forages et de puits pour capter les eaux souterraines.

aussi bien pour la consommation domestique qu'industrielle ou agricole», souligne Afailal. Aujourd'hui, le Maroc compte 140 grands barrages avec une capacité de plus de 17,6 milliards de m<sup>3</sup> et plusieurs milliers de forages et de puits pour capter les eaux souterraines. «Cela a non seulement permis d'assurer la sécurisation de l'approvisionnement des populations en eau potable, mais aussi le développement d'une irrigation moderne à grande échelle (près 1,5 million d'hectares) pour répondre aux ambitions de croissance d'un secteur agricole de plus en plus compétitif», détaille la secrétaire d'État. Afailal est également revenue sur les principaux axes du Plan national de l'eau (PNE), stratégie de référence de la politique de l'eau au Maroc. Mise au point en 2015, son principal objectif est de relever les défis de raréfaction de cette ressource et assurer la sécurité du pays en eau. «Puiser l'eau dans les rivières et les aquifères à un rythme supérieur à celui de la reconstitution de cette ressource revient à vivre au-dessus de ses moyens. Un tel comportement déprécie le capital naturel des pays tout en compromettant leur patrimoine et leur résilience à long terme. Il existe toutefois des solutions, à commencer par des mesures d'incitation, clairement définies, suscep-

tibles de modifier les modes de gestion de l'eau», constate pour sa part, Hafez Ghanem, vice-président de la Banque mondiale pour la région MENA. En effet, plus de 60% de la population de cette région vit dans des zones subissant un stress hydrique élevé ou très élevé en ce qui concerne les eaux de surface, contre environ 35% à l'échelle mondiale. Malgré la rareté de l'eau, la région applique les tarifs les plus faibles du monde. De même, la proportion (2%) du produit intérieur brut qu'elle consacre aux subventions à la consommation d'eau est plus élevée qu'ailleurs. La faiblesse des prix décourage, selon la Banque mondiale, une utilisation efficiente de l'eau. «Outre l'amélioration de la gestion, il est possible d'accroître l'approvisionnement à l'aide de méthodes non conventionnelles telles que la désalinisation et le recyclage», remarque Guangzhe Chen, directeur principal du pôle mondial d'expertise en eau de la Banque mondiale. En effet, les possibilités de recyclage ne sont pas encore pleinement exploitées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Plus de la moitié des eaux usées produites dans la région sont reversées dans la nature sans avoir été traitées, ce qui engendre des risques sanitaires et un gaspillage des ressources en eau. ■

Mohamed Amine Hafidi

Il est possible d'accroître l'approvisionnement en eau à l'aide de méthodes non conventionnelles telles que la désalinisation et le recyclage, selon la Banque mondiale.